

CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE D'ASSON

Séance du 4 mars 2026

Date de convocation : 27 février 2026

Nombre de Conseillers en exercice : 19

Présents : 15 Procuration : 2 Votants : 17

L'an deux mille vingt-six, le 4 mars à 20h30, le Conseil Municipal de la Commune d'Asson, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de M. Marc CANTON

PRÉSENTS : Marc CANTON, Marie-Françoise CAPELANI, Antoine CUYAUBERE, Audrey VANHOOREN, Jean-Marc DOURAU, Michel LAUVAUX, Guy LABARRERE, Olivier CHARRET, Francine BOURDA, Isabelle MONTIN, Claire PEAUDECERF-BADET, Patrick MOURA, Michel AURIGNAC, Corinne PANATIER, Frédéric TABONE, Edith GRAVELEAU

ABSENTES : Bérénice DABAN et Edith GRAVELEAU

EXCUSÉS : Alexandre LARRUHAT, Christian CLAVARET

PROCURATIONS : Alexandre LARRUHAT à Jean-Marc DOURAU, Christian CLAVARET à Olivier CHARRET

Secrétaire de séance : Marie-Françoise CAPELANI

DÉLIBÉRATION N° 2026-07 : Approbation de la Modification simplifiée n° 1 du Plan Local d'Urbanisme d'Asson

Le Maire rappelle la délibération en date du 15 octobre 2024 par laquelle le Conseil Municipal a décidé de prescrire une procédure de modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) approuvé par délibération du 15 octobre 2019, dont l'objectif est d'identifier 5 bâtiments en zone agricole ou naturelle afin de permettre leur changement de destination.

Ce projet a été notifié aux personnes publiques associées visées aux articles L.132-7 et L.132-9 du Code de l'urbanisme et mis à la disposition du public du 29 janvier au 27 février inclus.

Le Maire indique que, parmi les personnes publiques associées auxquelles le projet a été notifié :

- la Communauté de Communes du Pays de Nay, au titre du Schéma de Cohérence Territoriale du Pays de Nay, s'est exprimée sur le projet et a émis un avis favorable par délibération du Conseil Communautaire en date du 8 décembre 2025 ;
- la Chambre d'Agriculture s'est exprimée sur le projet par courrier électronique en date du 9 janvier 2026, indiquant ne pas s'opposer au projet sous réserve que les bâtiments identifiés ne soient plus nécessaires au fonctionnement des exploitations agricoles et que les changements envisagés n'aient pas pour effet de porter atteinte à l'activité agricole notamment par la création de nuisances ou de contraintes pour les exploitations existantes et futures ;
- le département des Pyrénées-Atlantiques s'est exprimé sur le projet, par courrier en date du 14 janvier 2026, indiquant ne pas avoir de remarque particulière à émettre sur celui-ci.

Le Maire rappelle que la Mission Régionale de l'Autorité Environnementale (MRAE) a décidé après examen au cas par cas, de dispenser le projet d'évaluation environnementale, par avis conforme en date du 14 octobre 2025.

Le Maire précise une observation de la MRAE, laquelle souhaite que soit :

- prévu des zones tampons autour des bâtiments susceptibles de changer de destination pour réduire les conflits d'usages ;
- réalisé un diagnostic des sols sur la parcelle cadastrée OG 585 (ancien garage automobile) pour évaluer l'éventuelle présence de pollutions résiduelles.

Le Maire indique par ailleurs, qu'aucune personne n'est venue consulter le dossier ni n'a déposé ses observations dans le registre mis à disposition du public en mairie.

Le Maire invite en conséquence le Conseil Municipal à prendre connaissance de l'ensemble du dossier et à en délibérer.

Vu le Code de l'urbanisme et notamment ses articles L.153-45 et suivants ;

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 15 octobre 2019 ayant approuvé le PLU ;

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 15 octobre 2024 ayant prescrit la modification simplifiée du PLU ;

Vu l'avis conforme de la MRAE en date du 14 octobre 2025 ;

Vu les avis et observations des personnes publiques associées qui se sont exprimées sur le projet ;

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 27 novembre 2025 confirmant la décision de ne pas réaliser une évaluation environnementale et définissant les modalités de la mise à disposition du projet auprès du public ;

Considérant l'avis de la MRAE et ses observations :

- s'agissant de la demande de création de zones tampons autour des bâtiments susceptibles de changer de destination pour réduire les conflits d'usages : les notions de réciprocité et de distances d'implantations entre installations agricoles et bâtiments de tiers, sont déjà prévues par d'autres réglementations notamment le règlement sanitaire départemental et les installations classées pour la protection de l'environnement. Le projet n'est pas modifié sur ce point.
- s'agissant de la demande de réalisation d'un diagnostic des sols sur l'ancien garage automobile pour évaluer l'éventuelle présence de pollutions résiduelles : l'activité de cet ancien garage d'entretien et réparation de véhicules légers est terminée. Cette ancienne activité n'est pas référencée dans les différentes bases de données de l'Etat relatives à la connaissance des risques et nuisances (non référencé comme installation classée) et pollution des sols (établissement n'étant pas cité dans la carte des anciens sites industriels et activités de service ou la base de données des sites sur lesquels une pollution est suspectée ou avérée). Le projet n'est pas modifié sur ce point.

Considérant le courriel de la chambre d'agriculture et son observation demandant que les bâtiments identifiés en vue de permettre leur changement de destination n'impactent pas les activités agricoles ; que les incidences sur les activités agricoles sont déjà évaluées dans le rapport de présentation pages 5 à 14 et sont évaluées comme limitées et ne compromettant pas les exploitations agricoles à proximité et sur le territoire communal ; qu'il n'est pas donc pas nécessaire de modifier le dossier sur ce point.

Considérant qu'au regard des avis des personnes publiques associées s'étant exprimées, il n'est pas nécessaire de modifier le projet ;

Considérant l'absence d'observations sur le registre de mise à disposition du public ;

Considérant que les mesures de publicité effectuées pour faire connaître la mise à disposition du dossier de modification simplifiée du PLU auprès du public ont été réalisées conformément à la réglementation en vigueur ;

Considérant que la modification simplifiée du PLU, telle qu'elle est présentée au Conseil Municipal, est prête à être approuvée, conformément aux articles susvisés du Code de l'urbanisme ;

Le Conseil Municipal, ouï l'exposé du Maire et après en avoir largement délibéré,

DECIDE d'approuver la modification simplifiée n°1 du PLU, telle qu'elle est annexée à la présente délibération.

La présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie pendant un mois. Mention de cet affichage sera, en outre, insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

La présente délibération deviendra exécutoire après l'accomplissement de la dernière des mesures de publicité visées ci-dessous :

- après publication du PLU et de la délibération qui l'approuve sur le portail national de l'urbanisme prévu à l'article L. 133-1 du Code de l'urbanisme,
- dans un délai d'un mois suivant sa réception par le Préfet, si celui-ci n'a notifié aucune modification à apporter au contenu du PLU, ou, dans le cas contraire, à compter de la prise en compte de ces modifications.

VOTE

POUR	17
CONTRE	
ABSTENTION	



Ainsi fait et délibéré, les jour, mois et an ci-dessus
Pour copie conforme,
Le Maire